# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 72 RUE DU CHANTIER.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 10 NOVEMBRE.


## LE PILLAGE DANS LES PAROISSES.

Nous recevons la lettre suivante, nous réservant de revenir sur les questions qu'elle soulève :

St-Charles, 7 novembre 1874.

Messieurs l'Union & Limet.

Messieurs, vous avez déjà vu le résultat de nos élections de paroisses et vous avez pu voir la majorité énorme, quoique réduite du parti radical. Les victorieux démocratiques de l'Etat et de toute l'Union sont arrivés à propos pour nous délivrer de la spoliation la plus éhontée. N'aurons-nous pas, le juri de police, aidé de notre bonne législature, nous imposa une taxe de 3 1/2 pour cent. Plusieurs planteurs se joignirent pour contester la taxe et prendre de mes injonction pour arrêter le pillage. Le juge de district se réveilla comme intéressé et mit à sa place A. Durapeau, le juge de paroisse. Notre condamnation était connue d'avance ; la Cour Suprême rejetta notre appel en départ de la Constitution et il ne nous resta plus qu'à payer. Alors nous primes des arrangements pour les paiements et nous pensâmes que tout était terminé. La même cour qui nous avait condamnés avait donné des jugements contre la paroisse pour $15,500 en faveur de spéculateurs en warrants dont un le juge de district O. J. Flagg, l'autre, collecteur de taxes, M. Morgans. Pour payer ces jugements les assesseurs levèrent une taxe de 24 mills produisant $28,800, ceci sans compter la taxe régulière ou même taux que celle de l'Etat.

Exaspérés de cette nouvelle imposition les habitants se disposaient en masse à entraver la taxe du jugement. Que firent les radicaux pour intimider les habitants, ils ordonnèrent à l'avocat de paroisse (à la demande de ce dernier à ce que l'on m'a dit) de poursuivres en dommages de $5000 ceux qui avaient obtenu l'injonction. Le procès est maintenant en Cour. Puis pour s'assurer la collection de la taxe du jugement, ils passèrent une résolution pour la soumettre au vote du peuple. Cette résolution fut passée le 7 octobre, le journal officiel parut le 24 et n'en dit pas un mot ; celui du 31 ne contenait pas de notice d'élection et ce n'est qu'en lisant les minutes du juri de police que nous apprîmes le nouveau tour qu'on nous préparait. En vain, nous en appelâmes aux nègres, ils ne voulurent pas en n'sécouter pas effacer la taxe et elle passa d'emblée. Le secret avait été si bien gardé que c'est à peine si nous eûmes le temps d'écrire sur nos tickets notre protestation contre la taxe.

Pour avoir l'air de nous faire une concession du juri de police, les radicaux avaient mis sur leur tickets 3 conservateurs, se réservant 3 des chefs de leur parti pour y avoir toujours une majorité assurée ; Hérauson le recorder, M. Morgans le collecteur de taxes, et Rosez le sheriff ; tous obligeurs du paroisse de un demi-tre eux, au moins, créancier de la paroisse pour une somme considérable. Je n'en finirais jamais si je voulais m'étendre sur les détails, mais j'en ai dit assez pour vous donner une idée de notre position. Avant de clore je crois qu'il serait à propos de dire un mot des levées. N'y aurait-il aucun moyen de faire soustraire la levée du Bonnet Carré ! L'argent dépensé serait certainement remboursé par la Législature.

ST-CHARLES.

## ERUITS DE REMANIEMENTS MINISTÉRIELS EN FRANCE.

Les derniers journaux de France nous signalent une rumeur dont les dépêches télégraphiques n'ont fait aucune mention. Il s'agit d'un changement plus ou moins probable de ministère dans un bref délai. Voici en quels termes le *Journal du Havre* résume les bruits qui circulent :

"On continue de s'entretenir de la possibilité de modifications ministérielles qui amèneraient les projets de retraite de M. de Chabaud-Latour, disait-on, et de MM. Caillaux et de Cumont. La combinaison de Broglie-Fourtou rencontre une incroyable hostilité générale. On paraît, au contraire, très disposé à admettre que l'attitude bruyante et cassante des bonapartistes dans les derniers incidents électoraux pousserait le gouvernement à prêter son concours aux négociations qui amèneraient une entente entre les "hommes modérés" des deux centres.

"Ce qu'il y a de certain, c'est que le *Journal de Paris* et le *Soleil* font de sérieux avances au centre gauche. L'organe des princes d'Orléans a établi, dans un article médité, que le cabinet actuel n'était qu'une concession aux ultra-exigents du centre droit, afin d'écarter le vote possible de la prorogation présidentielle. Cet article est une menace contre les hommes parlementaires qui tenteraient de réconstituer la majorité du 24 mai.

"Le *Soleil* conclut en demandant de tenter l'expérience pendant six ans au profit de l'orléanisme ou de la République sous un chef — au bout de ce temps — l'une ou l'autre de ces deux formes de gouvernement paraissant convenir définitivement à la France.

"Nous dirons, nous, au *Soleil*, qu'il est trop intelligent pour ne pas comprendre que l'expérience tentée dans ces conditions, c'est-à-dire avec les orléanistes au pouvoir, n'en serait pas tentée ; que, d'ailleurs, la France est trop épuisée pour tenter de pareilles expériences, et qu'aidera le plus simple et le plus sage est de garder ce que nous possédons en ce moment, et de le consolider par des institutions définitives.

"On prononce, plus que jamais, en ce moment, le nom de M. Dufaure, dont on attribue la rédaction à la récente lettre d'un conseiller général de la Charente-Inférieure, lettre dont le dernier paragraphe trouvait, à la rigueur, s'interpréter comme une avance. Les ennemis du vieux républicain ne manquent donc pas tout à fait de fondement. Néanmoins, il ne faut s'attendre du haut du *Moniteur universel*, à aucun changement avant la rentrée ; mais tout le monde croit qu'au retour de l'Assemblée, le cabinet qui ne s'appuierait que sur les orléanistes et les légitimistes, et est-à-dire sur les seules opinions qui n'aient aucune chance de vaincre dans les élections politiques, n'aurait pas de conditions de durée.

"Dans tous les cas, le public pabliset trouve beaucoup les interpellations qui auront lieu à la rentrée. Après les protestations personnelles de M. de la Bouillerie, à la commission de permanence, contre la politique étrangère du gouvernement, et le langage tenu par le duc Decazes, la réponse aux interpellations de Rouher et de celui-ci semble complète. Mais si le duc Decazes peut-être assuré de trouver à la rentrée une grande majorité pour ratifier sa politique, le ministère n'est pas assuré de rencontrer une approbation aussi complète au sujet de la politique intérieure. Il prolonte que l'extrême droite, n'écoutant que ses rancunes, ne se joigne à la gauche pour le renverser.

"Ainsi donc, le gouvernement ne pourra pas échapper à une interpellation sur la politique intérieure ; il ne pourra pas davantage éviter l'interpellation de l'extrême droite sur la politique extérieure.

"Cette dernière, il ne la craint pas ; il semble même, car son parti est pris. Mais la politique intérieure.... Voilà son grand épouvantail ! En présence de l'état des esprits à la rentrée, ses embarras sont grands et sa crainte est extrême. Quand on pense qu'il lui serait si facile de faire l'amour en craintes et embarras ! Il n'a qu'à vouloir."

Le *Gaulois* est le journal qui donne les renseignements les plus précis, sinon les plus certains. Voici ce qu'il dit :

"Les députés, à quelque fraction de la chambre qu'ils appartiennent, au parti radical, au parti républicain, au parti bonapartiste, prévoient de prochaines modifications ministérielles.

"M. de Chabaud-Latour aurait même, dit-on, fait ce compte à ses collègues. Bientôt, déclarera-t-on, il ne compte pas rentrer à la rentrée à la Chambre pour se retirer.

"M. Gailaux serait également fort ébranlé.

"Quant à M. le duc Decazes, il compte rester. La position prépondérante qu'il a prise dans le cabinet l'oblige à demeurer ; on trouvera-t-il de nombreux appuis dans la Chambre pour soutenir sa politique extérieure contre les attaques qui continuent d'être furieuses — de M. de la Bissière et de l'extrême droite.

"Si les modifications ministérielles se font, elles auront probablement lieu du 1er au 15 novembre, et l'on parle au local l'intention de choisir ces succes- des ministres sortants parmi les députés du centre gauche le plus modéré. Ainsi constitué, le ministère nouveau serait la session.

"Nous ne voulons répéter, bien entendu, sous réserves, que ceci est un ministère intérieur et du ministère des travaux ...ics.

"Il n'y a pas de fumée sans feu, dit-on ; et comme les élections du 13 et 27 septembre ne peut nier que le cabinet n'ait fait un mauvais sang.

"Tout autre côté, on prétend que le ministère ne se retirerait pas et que, au contraire, il aiderait le maréchal de Mac Mahon dans son évolution vers la centre gauche.

"Ceci est le bruit du quai d'Orsay."

On lit dans le *Daily Telegraph*, au sujet de l'annexion des Iles Fiji :

"Nous avons annexé les Iles Fiji. Sir Hercules Robinson a formellement pris possession de celles au nom de la Reine Britannique, et il hissé le pavillon anglais à Léonka. Jeudi, ce fait était connu à Melbourne et vendredi la télégraphe le transmettait à Londres. Cette dépêche des antipodes annonce à notre bruyante expansion d'un des plus beaux archipels du globe qui occupe un espace de terrain plus grand que celui de l'Océan Pacifique. Nous ne pouvons que féliciter nos colonies australiennes de cette annexion qui n'a pas entendu sous voile d'être ce qu'elle est en effet. Résolu à régler les dettes du gouvernement du Tiakombo, l'administrateur fut de la colonie ; mais ils sont là des détails.

"Le climat est un des plus beaux du monde ; le café, le coton, le sucre sont cultivés avec le plus grand succès aux Iles Fiji. La mandiocca, l'arrow-root, le gingembre y croissent. Quant au poisson, il abonde dans les eaux qui baignent ces îles. De nombreuses rivières et des cours plus nombreux encore arrosent les terres qui pourraient être livrées à la culture, et, de plus, ces îles se trouvent situées, pour ainsi dire, sur la grande route à parcourir par tous les navires du monde dans le Pacifique. Ce n'est donc pas un petit lot de terre qui vient de s'ajouter à la couronne de l'Angleterre, mais un diamant de beauté et de valeur."

## L'Enregistrement

Les derniers rapports de la ville et de toutes les paroisses portent le total des électeurs enregistrés dans l'Etat à 127,739, dont 89,406 de couleur et 38,343 blancs, ce qui donne une majorité aux gens de couleur de 9263.

Voici des statistiques sur les districts sénatoriaux dans lesquels des élections ont eu lieu :

| Premier District— | blancs | 3267 |
|---|---|---|
| | de couleur | 4230 |
| | Majorité blanche | 3458 |
| Second District— | blancs | 6013 |
| | de couleur | 3407 |
| | Majorité blanche | 2606 |
| Troisième District— | blancs | 6016 |
| | de couleur | 4632 |
| | Majorité blanche | 1384 |
| Quatrième District— | blancs | 5303 |
| | de couleur | 1603 |
| | Majorité blanche | 3741 |
| Cinquième District— | blancs | 1481 |
| | de couleur | 3378 |
| | Majorité de couleur | 1897 |
| Sixième District— | blancs | 4011 |
| | de couleur | 2653 |
| | Majorité de couleur | 1357 |
| Septième District— | blancs | 1049 |
| | de couleur | 5164 |
| | Majorité de couleur | 3515 |
| Huitième District— | blancs | 4939 |
| | de couleur | 5412 |
| | Majorité de couleur | 473 |
| Dixième District— | blancs | 5706 |
| | de couleur | 4188 |
| | Majorité blanche | 1518 |
| Douzième District— | blancs | 3079 |
| | de couleur | 5216 |
| | Majorité de couleur | 2140 |
| Treizième District— | blancs | 1587 |
| | de couleur | 2887 |
| | Majorité de couleur | 1300 |
| Quatorzième District— | blancs | 3146 |
| | de couleur | 5326 |
| | Majorité de couleur | 2179 |
| Quinzième District— | blancs | 1605 |
| | de couleur | 3844 |
| | Majorité de couleur | 2239 |
| Dix-septième District— | blancs | 1673 |
| | de couleur | 4353 |
| | Majorité de couleur | 2680 |
| Vingtième District— | blancs | 3538 |
| | de couleur | 3973 |
| | Majorité de couleur | 435 |
| Vingt-deuxième District— | blancs | 3064 |
| | de couleur | 3046 |
| | Majorité blanche | 18 |

De ce qui précède il résulterait que les blancs ont des majorités dans 8 districts et les gens de couleur dans 10.

Les districts où il n'y a pas eu d'élection pour sénateurs sont le 9e, le 11e, le 16e, le 19e, le 20e, le 23 et le 24e.

## L'enregistrement dans la paroisse d'Orléans.

Nous donnons ci-dessous les chiffres officiels de l'enregistrement dans la paroisse d'Orléans afin qu'on puisse les comparer avec les résultats du vote.

| Wards. | Blancs. | De couleur. | Total. |
|---|---|---|---|
| Premier | 2175 | 988 | 3163 |
| Deuxième | 2691 | 1349 | 4040 |
| Troisième | 2383 | 1829 | 4212 |
| Quatrième | 1765 | 1098 | 2863 |
| Cinquième | 2331 | 1629 | 3830 |
| Sixième | 1678 | 1048 | 2726 |
| Septième | 2101 | 2456 | 4557 |
| Huitième | 1645 | 943 | 2588 |
| Neuvième | 1995 | 624 | 2619 |
| Dixième | 1910 | 964 | 2883 |
| Onzième | 2418 | 1018 | 3436 |
| Douzième | 1064 | 604 | 1668 |
| Treizième | 625 | 582 | 1207 |
| Quatorzième | 396 | 525 | 921 |
| Quinzième | 871 | 1218 | 2189 |
| Seizième | 199 | 492 | 691 |
| Dix-septième | 321 | 347 | 668 |
| Totaux | 28,415 | 16,384 | 47,809 |

## Les élections du 3 novembre.

Nous donnons ci-dessous la liste des Etats dans lesquels des élections doivent avoir lieu pour le Congrès prochain (44e Congrès) avec l'indication des opinions des membres actuels :

| Etats | Dem. | Rép | Total |
|---|---|---|---|
| Alabama | 3 | 5 | 8 |
| Arkansas | 1 | 3 | 4 |
| Delaware | | 1 | 1 |
| Floride | | 2 | 2 |
| Georgie | 6 | 3 | 9 |
| Illinois | 5 | 14 | 19 |
| Kansas | | 3 | 3 |
| Kentucky | 10 | | 10 |
| Louisiane | 6 | | 6 |
| Maryland | 4 | 2 | 6 |
| Massachusetts | | 11 | 11 |
| Michigan | | 9 | 9 |
| Minnesota | | 3 | 3 |
| Missouri | 9 | 4 | 13 |
| Nevada | 1 | | 1 |
| New-Jersey | 1 | 6 | 7 |
| New-York | 10 | 23 | 33 |
| Pennsylvania | 5 | 22 | 27 |
| Rhode Island | | 2 | 2 |
| South Carolina | 5 | | 5 |
| Tennessee | 3 | 7 | 10 |
| Texas | 6 | | 6 |
| Virginia | 5 | | 5 |
| Wisconsin | 2 | 6 | 8 |
| | 70 | 142 | 212 |

Les Etats dans lesquels des élections ont déjà eu, lieu sont représentés comme suit :

| Etats | Congrès actuel | | Prochain Congrès | |
|---|---|---|---|---|
| | Dem. | Rép | Dem | Rép |
| Indiana | 3 | 10 | 8 | 5 |
| Iowa | | 9 | 1 | 8 |
| Maine | | 5 | | 5 |
| Nebraska | | 1 | 1 | |
| N. Carolina | 3 | 2 | 7 | 1 |
| Ohio | 7 | 13 | 13 | 7 |
| Oregon | | 1 | 1 | |
| Vermont | | 3 | | 3 |
| O-Virginie | 3 | | 3 | |
| | 16 | 46 | 33 | 30 |

La Californie, le Connecticut, le Mississippi le New Hampshire n'ont leurs élections pour le 46ème Congrès qu'en 1875 ; ils élisent 17 représentants, ce qui complètera le chiffre de 292 membres pour le 44ème Congrès.

## Convention Postale

### ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Le sous-signé, M. Amédée Bartholdi, officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Washington, etc., etc., au nom de son gouvernement et en vertu des pouvoirs qu'il a dûment présentés, et John A. Creswell, postmaster-général des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs que lui donne la loi, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er.—Il aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Etats-Unis un échange de dépêches closes de lettres, d'échantillons de marchandises, de photographies et d'imprimés de toute nature, par les moyens de communications et de transports ci-après désignés, savoir :

1. Par les paquebots-poste français ;

2. Par les paquebots de la ligne hambourgeoise ;

3. Par la voie d'Angleterre et des paquebots affectés au transport des dépêches entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Les frais résultant du transport des dépêches par l'une ou l'autre des voies sus-mentionnées, seront à la charge de l'office envoyeur, mais il est entendu que ces frais seront acquittés dans les deux sens par celle des deux administrations qui pourra assurer le transport aux conditions les moins onéreuses, à charge par l'autre administration de lui rembourser sa part dans les frais.

Toutefois, l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, pour le transport par les paquebots français, les mêmes prix de poste de voie de mer que ceux dont ladite administration des postes des Etats-Unis a payé, d'après la législation américaine, pour le transport maritime des mêmes dépêches au moyen de bâtiments à vapeur du commerce. Il est entendu d'ailleurs que ces prix ne pourront être inférieurs à ceux que l'administration des postes de France aura à payer pour le transport par les paquebots hambourgeois, des dépêches qu'elle expédiera au moyen de ces paquebots à destination des Etats-Unis.

Art. 2.—Les correspondances qui voudront en non chargées, soit de la France ou de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port dites lettres à la charge des destinataires, ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 3.—La taxe à percevoir en France des lettres originaires ou à destination des Etats-Unis, sera de cinquante centimes par dix grammes, sous la réserve ci-après énoncée. Elle sera réduite de moitié d'application ultérieurement de la progression de quinze grammes en quinze grammes.

La taxe à percevoir sur les Etats-Unis sur les lettres originaires ou à destination de France, sera de 9 cents par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Indépendamment des taxes mentionnées ci-dessus, les lettres non affranchies seront passibles d'un droit fixe de 25 centimes, ou 5 cents, suivant le cas. Quant aux lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste, elles seront traitées comme les lettres non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste ; mais, lorsque la taxe résultant de cette déduction présentera une fraction de demi-décimes français, ou de cent américains, il sera perçu pour la fraction un demi-décime de 1 cent entier, suivant le cas.

Art. 4.—Le public des deux pays sera ouvrages des lettres chargées, d'un pays dans l'autre.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, jusqu'à destination.

Toute lettre chargée expédiée de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, empruntera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, un droit fixe de 50 centimes, et, réciproquement, toute lettre chargée expédiée des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non affranchie, du même poids, un droit fixe de 10 cents.

Art. 5.—Les échantillons de marchandises ou de graines, les photographies, gravures et dessins, les journaux, les ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les estampes, les prospectus, les annonces et les avis divers gravés, imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis, et leurs territoires pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les taxes d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays d'origine.

Art. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par ses soins, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est formellement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets désignés aux-dits articles, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront, sous aucun prétexte, et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 7.—Les administrations pourront se livrer réciproquement, à découvert, des lettres ordinaires ou des imprimés de toute nature, provenant ou à destination de leurs pays auxquels elles servent respectivement d'intermédiaires, ainsi que des lettres chargées provenant ou à destination de ceux de ces pays par rapport auxquels l'affranchissement de lettres ordinaires peut être opéré jusqu'à destination.

Cette livraison s'opérera d'après les dispositions suivantes :

Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, donneront lieu :

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, en paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants des Etats-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays ;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, au paiement par l'administration américaine à l'administration française d'un prix de port américain de 20 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les correspondances, de 40 centimes par 15 ammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres chargées, et de 5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pour les imprimés de toute nature.

Quant aux correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, elles donneront lieu savoir :

1. Si la taxe en est perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française, à l'administration américaine, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants des Etats-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire ;

2. Si la taxe en est perçue par les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration américaine à l'administration française, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Les taxes de transport intermédiaire entre la France et les Etats-Unis, dans les correspondances auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article, seront à la charge de celles des deux administrations des postes de France ou des Etats-Unis par laquelle ou du côté de laquelle la taxe sera perçue.

Art. 8.—Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir d'une modération de taxe qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et les prix.

Pour jouir d'une modération de port, les photographies et les imprimés désignés dans articles 5 et 7 devront également être mis sous bandes et ne porter aucune signature, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur ou une date.

Les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés qui ne rempliront pas les conditions mentionnées ci-dessus, ou qui n'auront pas été affranchis jusqu'à la limite fixée, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 5 et 7 précédents n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer, sur les territoires respectifs, le transport et la distribution des photographies, des lithographies, des gravures et des imprimés à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation, tant en France qu'aux Etats-Unis.

Art. 9.—Les administrations des postes de France et des Etats-Unis n'admettront à la destination de l'un des deux pays on des pays qui emprunteront leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Les liquides, les articles qui peuvent détériorer la correspondance, et ceux qui sont prohibés dans le pays de destination, ne seront admis sous aucune forme à l'expédition par la voie de la poste.

Aucun paquet, ayant plus de 60 centimètres, ou deux pieds américains, en longueur, et plus de 30 centimètres, ou un pied américain, dans les autres sens, ne pourra être expédié de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de la poste.

Art. 10.—Le gouvernement français s'engage à faire transporter, en dépêches closes, soit à travers la France, soit au moyen des services de poste maritime français, les correspondances que l'administration des postes des Etats-Unis voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes françaises ; et réciproquement, le gouvernement des Etats-Unis s'engage à faire transporter en dépêches closes, soit à travers les Etats-Unis, soit au moyen des services de poste maritime américains, les correspondances que l'administration des postes de France voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes des Etats-Unis.

L'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, savoir : 1. la somme de 6 fr. par kil. de lettres, et celle de 1 fr. par kil. d'échantillons et d'imprimés, pour le transport à travers le territoire des Etats-Unis des dépêches closes qui seront échangées par toute autre voie que celle de San Francisco, entre la France et ses colonies ou tous autres pays d'outre-mer, qui auront des établissements de poste, ou les pays avec lesquels elle est actuellement liée par des conventions postales.

Réciproquement, l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, savoir :

1. La somme de 1 dollar et 20 cents par kilogramme de lettres, et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées entre les Etats-Unis et d'autres Etats par la frontière franco-belge ou franco-allemande.

2. La somme de 2 dollars par kilogramme de lettres et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire échangées par tous les autres points de la frontière française que ceux mentionnés à l'article précédent